

Front Populaire, Gauche en marche arrière, etc.

On parle beaucoup du lancement du mook (magazine-livre) « *Front Populaire* » ces dernières semaines, et de son objectif principal : rassembler les souverainistes de droite et de gauche. Et pour cause, son créateur-animateur-initiateur-rédacteur (principal) Michel Onfray est un philosophe français (normand) archi-connu, auteur d'une centaine de livres (sur des sujets aussi variés que Nietzsche, l'hédonisme, une « *contre-histoire de la philosophie* », l'insoumission, l'esthétique...) et fondateur de l'université populaire de Caen.



Premier numéro de « Front Populaire » - Michel Onfray

On a parlé beaucoup moins de la sortie d'un essai intitulé « *La Gauche en marche arrière* » (Amalthée). Publié peu avant le confinement dû au coronavirus, il est donc réapparu cet été. Et pour cause, son auteur Mike Guillaume (un nom bien normand) est un économiste-analyste inconnu (sauf dans sa profession) né à Charleroi et « Londonien adopté », auteur de six ouvrages sur l'économie et la société, dont un essai remarqué (en anglais) sur « *les sept péchés capitaux du capitalisme* ».



« La Gauche en marche arrière », place de la République, Paris - Mike Guillaume

Entretien avec Mike Guillaume

On a beaucoup entendu et vu Michel Onfray, ses partisans, mais aussi ses détracteurs. Le succès du premier numéro (épuisé dès sa sortie) de « *Front Populaire* » est incontestable. Qu'en pense l'auteur de « *La Gauche en marche arrière* », sorti au printemps, et qui aborde bon nombre de thèmes repris dans la revue et sur le site ?

Comment, diront les bons esprits de France et de Navarre (et d'autres égarés à Bruxelles ou ailleurs) ? Un étranger inconnu ose commenter, voire critiquer, une initiative bien hexagonale alors qu'il n'est ni un natif ni un habitant de « *la plus brillante et la plus dangereuse des nations de l'Europe, et la mieux faite pour y devenir tour à tour un objet d'admiration, de haine, de pitié, de terreur, mais jamais d'indifférence* » (Tocqueville, sur la France, au XIX^{ème} siècle).

Foin de modestie ! « *Si la liberté signifie quelque chose, c'est le droit de dire aux gens ce qu'ils ne veulent pas entendre* » (George Orwell). Et il y a pas mal de choses que l'intelligentsia française, d'opposition ou au pouvoir, de gauche (surtout) à droite (encore ?) préfère ne pas voir ou entendre. « *Les mythologies qui font dire à certains, de gauche bien sûr, que leur camp a toujours raison, donc la droite toujours tort, pendant que certains à droite estiment que la gauche a toujours tort parce qu'il s'agit de la gauche* », dit justement Michel Onfray. Cette attitude est aggravée par une maladie bien française, qui consiste à juger l'émetteur plutôt qu'à écouter ce qui est dit (Onfray n'échappe pas non plus à cette tendance). Cela frise parfois la malhonnêteté intellectuelle. On est loin de la formule « *une bonne idée est une bonne idée, d'où qu'elle vienne* », principe de tolérance typique du libéralisme britannique – et du libéralisme tout court – ou du pragmatisme protestant en Allemagne et en Europe du nord.

Pourquoi la France vous intéresse-t-elle ?

Outre un nom de famille bien normand – et approprié pour devenir roi d'Angleterre ! – mes arrière-grand-mères paternelle et maternelle étaient françaises (l'une du nord, l'autre de Clermont-Ferrand), j'ai eu à une certaine époque la France comme port d'attache. Mon premier livre, sur le partage du travail, est paru aux P.U.F. et était préfacé par Michel Rocard. J'ai participé de près au lancement des *boutiques de gestion*, initiatives locales à travers la France pour conseiller les créateurs et repreneurs d'entreprises, en essaimant même le modèle en Belgique. Je m'honore d'avoir connu des activistes de l'économie sociale, comme Henri Le Marois, Claude Neuschwander (l'homme de Lip) et François Soulage.

Le port n'est plus là, restent néanmoins quelques attaches : mon frère résidant dans les Corbières, des relations amicales ou professionnelles en Normandie, en Charente, et même à Paris ! Ceci pour dire que, même à distance (mais ni Charleroi ni Londres ne sont très loin !), les réalités et les débats

en France ne me sont pas étrangers. Et puis, n'oublions pas que c'est en France que sont nées les notions de droite et de gauche !

Cela étant, j'espère que vous n'allez pas continuer à m'interroger sur mon *pedigree* français, à moins qu'il ne s'agisse de rassurer Eric Zemmour, qui n'est pas directement concerné ici (quoique...). 😊

Philosophe médiatique, Michel Onfray se définit comme « *socialiste libertaire* » et se revendique « *souverainiste* » et « *populiste* ». Vous vous qualifiez de « *libéral progressiste* ». Ce n'est pas exactement la même chose !

Michel Onfray déclare que, « *nonobstant d'apparentes différences entre droite et gauche {il y a une} liaison viscérale entre la droite libérale et la gauche libérale* », celle qui fabrique la politique économique, la ligne idéologique et une « *pensée unique* » diffusée par un consensus médiatique. Ce n'est pas faux, l'establishment baigne depuis plusieurs décennies dans un cocktail de « consensus de Washington » (ultralibéralisme ou capitalisme débridé), de « diktats de Bruxelles » (normes monétaires et budgétaires) et de tyrannie des marchés financiers.

Cela étant, l'amalgame entre le libéralisme dans son ensemble et ces politiques est exagéré, et même douteux. « *L'antipathie française à l'égard du libéralisme est bien connue* », écrit Catherine Audard (philosophe française enseignant à la London School of Economics), dans son remarquable essai « *Qu'est-ce que le libéralisme ?* ». En vérité, bien qu'elle ait donné naissance à trois des grands penseurs du libéralisme – Benjamin Constant, Montesquieu et Alexis de Tocqueville – la France n'a pas de véritable tradition libérale. Le libéralisme – et son corollaire libre-échangiste et mondialiste – y est largement perçu et considéré comme ennemi du peuple, du social et de la nation.

De quoi parle-t-on ? Du libéralisme philosophique, culture, économique, politique, social ? Le moins que l'on puisse dire est que la réponse n'est pas toujours claire. Les mettre tous dans un même panier, importé, oh horreur, du monde anglo-saxon, est commode. Sauf que cela relève de la paresse intellectuelle, voire du mensonge. Passe encore que Zemmour tombe dans ce travers, avec une haine anti-libérale quasi-viscérale, mais on aurait attendu plus de finesse d'un Onfray.

Avec de pareils raisonnements, certains arriveraient à faire croire que Trump est un libéral ! Même sur le libre-échange (quoiqu'à sens unique, de préférence), le modèle de ce conservateur carrément réactionnaire est davantage un « *nationalisme concurrentiel* » (qualificatif trouvé par Thomas Friedman, un libéral à ne pas confondre avec l'ultralibéral Milton du même nom) ... souverainiste.

Trump, souverainiste ?

Eh oui, souverainiste ! Certains ont lancé la mode, lui a récupéré le mouvement. Cela mis à part, Trump n'est un libéral ni par la philosophie, ni par l'esprit, ni par la culture, ni par le modèle social.

Et que dire de la future première puissance mondiale, la Chine ? Ce communisme capitaliste (ou vice-versa) totalitaire a très peu à voir avec le libéralisme démocratique. Même sur le plan économique, l'Etat ... souverain(iste) ne laisse jouer le marché que quand cela l'arrange.

Voir le libéralisme comme un bloc est non seulement une erreur d'analyse et de jugement, mais aussi une menace potentielle pour les libertés – toutes les libertés. Les contraires des libéralismes (au pluriel) sont l'autoritarisme, l'obscurantisme, le nationalisme, l'étatisme, la dictature ... Que certains jusqu'au-boutistes du « *tout sauf le libéralisme* » réfléchissent à deux fois avant de jeter le bébé avec l'eau du bain ! On est loin d'être certain que le peuple, « *ceux d'en-bas* », soit toujours le bénéficiaire.

Pourtant, lorsqu'on lit « *Front Populaire* » et « *La Gauche en marche arrière* », vous semblez d'accord sur bon nombre de points.

Malheurs – pour ne pas dire échec complet – de la mondialisation débridée (les virus en sont une illustration presque symbolique), échecs de l'euro-péisme, montée du (ou des) communautarisme(s), immigrations incontrôlées, faillites de l'éducation, « *insécurité sociale* », « *abandons de souveraineté* » ... sont autant de thèmes, de problèmes abordés dans mon livre et évoqués dans la revue dirigée par Onfray et Simon. Du copier-coller alors ? Restons humbles. Ces sujets sont depuis quelques années en débat, à défaut d'être à la une de l'actualité des *mainstream media* qui, enfoncés dans le conformisme, le prêt-à-penser, un politiquement correct gauchisant et un économiquement correct euro-mondialiste, tournent autour du pot, se voilent la face (!), voire ferment carrément les yeux. Des magazines comme *Causeur* et *Marianne* abordent souvent courageusement, et parfois avec une impertinence bienvenue (mais semble-t-il malvenue à gauche) ces problèmes sous l'œil noir ou passif des autres. Plusieurs de leurs plumes ou pigistes habituels se retrouvent d'ailleurs sur le bateau d'Onfray. Sur certains sujets aussi, des groupes tels que les *Econoclastes*, les *Economistes Atterrés* et des médias comme *Le vent se lève* bousculent la pensée dominante, véhiculée notamment par les « *têtes parlantes* » (*talking heads*) invitées sur les radios ou les écrans de télévision.

Des points d'accord évidents entre notre diagnostic donc, lié à la gauche dans mon livre et celui plus général dressé par les « frontistes » (est-ce un vilain mot ?). Sur certaines réponses également. Au moins en ce qui concerne la France.

Très franco-français, tout cela ...

Oui et non. Beaucoup de ces problèmes, tendances, enjeux existent en bien des endroits (mon livre en évoque plusieurs dépassant le seul cadre français et montre ainsi une réalité bien plus large). Et quand ils n'existent pas, ils sont rapidement ... mondialisés, comme beaucoup d'autres choses. Mais il est vrai que le « *mal français* » (pour reprendre le titre du livre d'Alain Peyrefitte, paru en ... 1976) est toujours présent.

J'ai, comme beaucoup de gens, un faible pour l'esprit français et ses lettres (Dumas et Stendhal restent parmi mes auteurs préférés). J'adore les films français des années 30, 40, 50, 60 (et quelques-uns mais plus rares plus actuels) – je suis aussi un grand *fan* de Louis de Funès. Et la France, c'est aussi une qualité de vie, une multiplicité de paysages, des vins, des fromages ...



« Le Mal français », best-seller d'Alain Peyrefitte (1976)

Mais ?

La France, les Français ont plusieurs problèmes, de gros défauts même. Une prétention à l'universalité sans réel équivalent dans le monde. Rien à voir avec l'insularité britannique (surtout anglaise même avec une touche impériale fréquente !) ou l'exceptionnalisme américain. « *Roi-soleil* », *Lumières*, valeurs révolutionnaires, « *filles aînées de l'Eglise* », empire napoléonien, « *la liberté éclairant le monde* » ... Avec de telles références, comment ne pas se sentir supérieur(e) ? « *Se croire un personnage est fort commun en France* », disait Jean de la Fontaine. Suffisance, prétention, arrogance, *self-importance* (comme disent parfois les Anglo-Saxons ... à propos des Français) ne sont pas seulement l'apanage de la (haute) fonction publique – enviée dans le monde entier, du moins comme certains le croient – mais sont répandus dans le secteur privé, dans les milieux littéraires et chez les intellectuels (on ne citera pas de noms !). Conséquences de cette psychologie : un regard insuffisant vers l'extérieur et un manque d'acceptation de la critique, surtout quand elle vient d'ailleurs (j'en sais quelque chose, notamment au travers de la réception de mon

dernier ouvrage ... qui a eu peu d'accusés de réception, par exemple d'auteurs cités, même favorablement. Ici aussi, pas de noms !).

Malgré son nom et son ambition, « *Front Populaire* » n'échappe pas à ces critiques. On préfère regarder en arrière – ah, cette obsession de l'histoire ! Ainsi, pourquoi ressortir un « *Front Populaire* » ? – plutôt que chercher aussi de bons modèles à l'extérieur.

L'histoire, c'est important, tout de même. « *Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre* », a dit Churchill...

Bien entendu. Et il est bon de le rappeler en ces temps de déboulonnage de beaucoup de signes d'un passé qui en gêne certains. Les Français connaissent souvent mieux leur histoire (mais ça change ...). Et pourtant, on dirait qu'ils prennent plaisir à refaire les mêmes erreurs. Par ailleurs, un peu de géographie, et un regard au-delà de l'hexagone ne feraient pas de tort.

Résultats ? De nombreux retards en politique sociale, par exemple. Alors que certains sermonnent les étrangers sur le « *modèle social français* » ... Citons entre autres : un système de formation professionnelle bien loin derrière celui des Allemands, une loi sur les 35 heures de travail bien moins pratique et créatrice d'emplois que les semaines de quatre jours et autre schémas à temps partiel des pays d'Europe du nord, une capacité d'intégration des étrangers devenue plus problématique que chez certains, un traitement social des salariés inférieur à ceux des pays scandinaves, une protection réelle des emplois bien moindre que celle des Japonais, etc.

Dans l'histoire, il y a aussi des révoltes et des révolutions (souvent manquées), une autre spécialité française de 1789 (et avant) à 1968 (et après ?). L'écrivain suisse Henri-Frédéric Amiel a dit : « *La France a toujours cru qu'une chose dite était une chose faite* ». Les Français semblent souvent préférer le verbe révolutionnaire à l'action réformatrice (un gros mot).

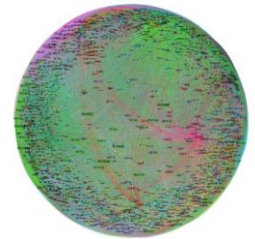
Ouf ! Cela fait beaucoup de défauts !

Et ce n'est pas fini ! Il faut ajouter le monarchisme, même devenu républicain, l'étatisme et la centralisation, qui ont traversé les époques, les régimes, et continuent de dominer les esprits. On y reviendra. Après de bonnes lois sur la décentralisation, la régionalisation, et avec plus de 30 000 communes souvent bien mieux entretenues, même les plus petites, que de grosses municipalités belges, britanniques ou espagnoles, les gouvernements penchent nettement vers la recentralisation, contraire à tout ce qui permet de gérer de nombreux problèmes (les épidémies en sont un). Le parisianisme, pas seulement culturel, est une autre traduction de cette psychologie bien française. Il fait encore beaucoup de dégâts !

Comment passer – ou sortir – de la mondialisation au retour de la souveraineté ?

C'est l'une des plus questions les plus importantes aujourd'hui. Beaucoup l'ignoraient encore – ou faisaient semblant – jusqu'au choc du coronavirus, qui nous montre cruellement (rappelons-nous le nombre de contaminations et de décès, même si dans plus de 9 cas sur 10, le virus ne fait que passer) comment l'interdépendance relative devient une dépendance absolue.

Dépendance, dépersonnalisation, dépossession, démembrement, déracinement et déculturation (ce sont les termes employés dans mon livre) constituent les conséquences les plus ... déplaisantes de la mondialisation qui, au-delà des réalités, est devenue une véritable idéologie, une tyrannie quotidienne, jusque dans l'information. En se laissant happer par la marche forcée de la mondialisation, la gauche a enclenché une marche arrière sans précédent sur sa capacité à faire d'autres choix politiques que ceux qui prévalent depuis avant le début de ce millénaire.



Les réseaux mondiaux de chaînes de valeur et de production (source : WEF, WIOD)

Tout le monde dépend de tout le monde, mais certains plus que d'autres. Ainsi, avec ses 30% de l'*output* mondial et une position-clé dans des dizaines (ou centaines) de chaînes de production, la Chine est maîtresse du jeu. Dans l'électronique et ailleurs, pas seulement les tests et les masques. Aujourd'hui, dans le secteur pharmaceutique, 80% des ingrédients actifs pour les médicaments sont importés de Chine et d'Inde. C'était 20% il y a trente ans. Ne parlons pas de la colonisation chinoise de l'Afrique pour les métaux précieux, si peu contestée et pourtant si brutale. On ne retrouvera ni capacités de production, ni maîtrise de filières-clés, ni bien-être des populations si l'on ne casse pas cette logique infernale.

Il y a du travail ! C'est le cas de le dire. Pour recentrer, relocaliser, remaîtriser, il faut une volonté politique, une capacité économique (et financière) et une base sociale. Les réflexions et propositions sur la relocalisation (terme plus positif que démondialisation) sont moins avancées en France qu'en Grande-Bretagne (qui en a rudement besoin ...) ou aux USA. La réalité est moins glorieuse : en mai, Renault a annoncé 15 000 suppressions d'emplois (dont près d'un tiers en France) ; en juillet,

Peugeot a annoncé que la DS 4 serait produite dans une usine d'Opel en Allemagne (en passant, qu'aura encore à dire PSA dans le conglomérat FCA-PSA ?). Plus ça change ...



PSA a racheté Opel et ensuite fusionné avec Fiat Chrysler

Le dernier chapitre de « *La Gauche en marche arrière* » évoque des citoyens sans armes face aux « *abandons de souveraineté* ». Le thème principal de « *Front Populaire* » est le « *souverainisme* », avec notamment un entretien avec deux vieux briscards : Chevènement à gauche et de Villiers à droite. Le souverainisme n'est-il pas la solution ?

J'ai une méfiance naturelle vis-à-vis des mots en « *isme* ». J'apprécie régulièrement les vues de Mathieu Bock-Côté, mais quand il qualifie le souverainisme de « *nationalisme bien compris* », j'aurais envie de répondre que, très souvent, le nationalisme est mal compris ... et tourne mal. Regardez l'évolution du nationalisme catalan de l'après-franquisme à sa version actuelle, par exemple. Mais ceci mériterait de plus longs développements.

Face à la mondialisation – et à sa version mise en œuvre en Europe (pas le temps de parler ici de ces funestes dérégulations et privatisations des secteurs des postes, de l'énergie, des chemins de fer ...) – la relocalisation (cf. ci-dessus), des « re-régulations », voire des « re-nationalisations » devraient venir à l'agenda. Qui en aura le courage, comme l'eurent des pays comme la Thaïlande et la Malaisie après le *crash* de 1997-98, de reprendre, au moins partiellement, le contrôle, y compris monétaire ?

« **R**eprendre le contrôle » (« *Taking back control* »), c'était un des slogans des partisans du Brexit. Michel Onfray s'est récemment déclaré partisan du Frexit (sortie de la France de l'Union européenne)

Ah, le Brexit ! Durant les six mois qui précédèrent le référendum et les deux années qui ont suivi, je pense qu'il ne s'est pas passé un seul jour sans que l'on en parle au Royaume-Uni, un pays dont les habitants, en moyenne, ne sont pas des bavards impénitents ! (Vivant cela de près, je me suis parfois demandé si, avec d'autres, je n'allais pas finir dans la Manche, plus ou moins volontairement ... 😊). Imaginez un vote sur le même sujet en France, les gens deviendraient fous !

Plus sérieusement, reprendre le contrôle est la grande question. Mais de quoi, comment et pour quoi faire sont les trois questions subsidiaires – et pas accessoires.



Campagne de Boris Johnson pour le Brexit - Manifestation à Nantes pour le Frexit

Peut-on résumer les trois réponses ?

Très souvent, je demandais à mes relations britanniques (généralement bien informées) : « *Que diable contrôlez-vous encore dans votre économie, archi-dominée par les services, notamment financiers ?* » Au mieux, je n'ai jamais reçu que des réponses évasives. Des Anglais, quoi de plus étonnant, me direz-vous. Savaient-ils que 80% du *bacon* encore dans les assiettes est importé ? Importer votre jambon, vous imaginez ? La situation de la France industrielle et agricole est moins critique. Quoique, en y regardant de plus près ...

Que voit-on ?

La France n'a jamais été un gros bras dans le secteur chimique, mais, à part Air Liquide et Arkema, elle a perdu des plumes, et ne pèse pas lourd par rapport aux géants d'outre-Rhin. Dans la pharmacie, il y a peu d'acteurs significatifs. L'automobile ? Ces dernières années, PSA et Renault ont été de facto renfloués par les pouvoirs publics, et PSA vient de se fondre dans le conglomérat Fiat Chrysler, très mal géré. Dans l'ingénierie, l'Etat a bradé des fleurons (Alstom est ainsi un désastre macroniste). Dans l'agro-alimentaire, Danone pèse bien moins lourd que son voisin Nestlé, qui pourrait le manger. Les PME françaises sont plus petites que moyennes alors que les allemandes sont plus moyennes que petites. Etc.

Bref, de quoi tenir une économie, mais avec un manque de leaders et un tissu industriel très déséquilibré. Pour ne parler que de l'économie, un sujet sur lequel les nationalistes et populistes sont le plus souvent défailants. Mon point est simple, pour reprendre en mains son destin, il faut les moyens de sa politique. Les Allemands ont peu parlé de souverainisme, mais ils ont largement préservé leur souveraineté économique (avant comme après l'euro). Certes, la France n'est ni la Grèce ni le Portugal, mais ce n'est non plus ni la « grande » Allemagne ni... la « petite » Suède.



Les drapeaux de la France et de la Suède

Êtes-vous un adepte du « modèle suédois » ?

Certainement, et de longue date ! Bien que presque sept fois moins peuplée que la France, la Suède pourrait se permettre un ... Swexit sans trop de problème. Bien que largement dépendante du commerce international, le pays a su conserver des centres de décision et des *leadership positions* dans de multiples domaines, y compris les plus vitaux. Ceci est symbolisé par l'impressionnante présence de firmes suédoises dans le monde : IKEA, Volvo, Atlas Copco, Ericsson, Electrolux, SCA, Securitas, H&M, SKF, etc. Un mélange de capitalisme familial, d'actionnariat individuel (les ouvriers sont fiers de posséder des titres !) et d'investisseurs étrangers maintient une base financière à moyen terme et une vraie activité boursière. De nombreuses PME sont apparues, notamment dans les biotechnologies. Et où va l'argent généré ? L'Etat y prélève de (lourds) impôts pour financer des dépenses publiques jugées nécessaires. Le niveau d'éducation et de formation professionnelle, le taux d'activité sont parmi les plus élevés du monde et le taux de chômage généralement bien inférieur aux moyennes française, belge, espagnole... Ah oui, n'oublions pas que la Suède n'est pas dans l'Eurozone et conserve ainsi un peu d'autonomie dans sa politique monétaire. Tout n'est pas parfait, bien sûr. Mais que certains mauvais esprits ne viennent pas évoquer la gestion de la pandémie Covid-19 par la Suède, et ses résultats disons mitigés. Au moins, ce pays a tenté une approche libérale et a gardé ... sa souveraineté !

Il reste que dans les domaines économique et social, il y a vraiment peu de sujets sur lesquels les Français peuvent faire la leçon aux Suédois !

Idéologiquement, les pays d'Europe du nord, ainsi que l'Allemagne et l'Autriche, c'est le mariage réussi du libéralisme et de la social-démocratie, ou, si vous préférez, de l'efficacité économique et de la justice sociale. La droite française n'a jamais pu devenir libérale et la gauche n'a jamais voulu devenir social-démocrate. Cela aurait permis d'éviter bon nombre de crispations et de mouvements sociaux ! Non seulement le « Front Populaire » ne va pas dans cette direction, mais il se revendique d'un anti-libéralisme, soit en version réactionnaire, soit en mode gauchisant. Il est donc bien en ligne avec « l'idéologie française » et le culte de l'Etat. Au-delà des aspects positifs de la démarche d'Onfray et de ses adeptes, ceux-ci sont nettement moins engageants. Voire peu rassurants.

Peut-on encore faire autre chose, autrement ?

La mondialisation – et sa version européenne (ou européiste ?) – ont rendu la marche arrière difficile (certains disent même impossible), la voie étroite et les marges de manœuvre faibles. Il nous reste, selon la formule de Gramsci, à « *allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté* ».

Ce souverainisme-là pourra-t-il devenir une alternative convaincante face au mondialisme triomphant ? Rien n'est moins sûr. « *La plus grande crainte des 'globalistes', ce n'est pas l'Etat, c'est le peuple* », écrit l'économiste libertarien anglais Phil Mullan (dans le magazine en ligne *Spiked*). Que pourra-t-il face aux deux modèles actuellement dominants – pourtant eux aussi obsédés par la souveraineté : le modèle capitaliste américain (« trumpiste » ou non) déclinant et le souverainisme chinois autoritaire « illibéral » en expansion ?

La réponse n'est pas certaine.



Donald Trump et Xi Jinping : souverainistes ?

Entretien dirigé par Thomas Hugo et Vic Paine.

© Mikeconomics Juillet 2020